

# LES FORMATIONS ETUDIANTES

Réussite  
étudiante



Féminisme



Solidarité  
Internationale



Progrès  
social  
&  
marxisme

Note technique.

La lutte des étudiants sud-africains pour une université débarrassée des logiques du colonialisme et de la sélection sociale



## Note technique.

# La lutte des étudiants sud-africains pour une université débarrassée des logiques du colonialisme et de la sélection sociale

### Sommaire

Introduction.....	3
I. Mars 2015, #RhodesMustFall : pour une université débarrassée des logiques coloniales.....	3
II. Octobre 2015, #FeesMustFall : pour une université accessible à tous.....	5
Conclusions.....	9



## Introduction

La lutte des étudiants sud-africains au mois d'octobre 2015 a pu surprendre beaucoup de monde par son ampleur et par les victoires qu'elle a pu rapidement gagner face aux autorités universitaires et gouvernementales. À l'origine, le succès du mouvement étudiant est dû au fait qu'il existe, derrière le slogan « Fees Must Fall », non seulement des revendications d'ordre pédagogique, mais aussi le combat fort pour dépasser un système éducatif qui reste encore imprégné des conséquences de 40 ans d'apartheid.

Aussi, le mouvement sud-africain est en train d'effectuer un bond qualitatif : de mouvement défensif, se contentant de demander le gel des frais d'inscription, les étudiants sont en train de poser de nouvelles demandes, des revendications qui vont à l'offensive. C'est notamment la question de la gratuité de l'enseignement supérieur qui est mise en avant, et la victoire des étudiants chiliens en ce sens constitue un exemple d'importance fondamentale pour la lutte en Afrique du Sud.

Forts du succès de leur mouvement et des victoires qu'il a pu obtenir, les étudiants sud-africains ont lancé un appel pour que les étudiants du monde se mobilisent en leur soutien. L'Union des Étudiants Communistes a fait et fera sa part. Mais pour comprendre le développement du mouvement étudiant sud-africain, ses pratiques d'organisation et la portée de ses revendications, il nous semble pertinent de présenter à l'ensemble de notre Union cette note d'analyse. Examiner et comprendre les réussites des mouvements étudiants dans le monde relève de notre devoir internationaliste pour pouvoir soutenir nos camarades lors de nos interventions publiques, mais également pour qu'on puisse tirer des leçons et des exemples des luttes victorieuses dans le monde.

*Andrea Benedetti, secrétaire aux relations internationales  
Union des Étudiants Communistes*

## I. Mars 2015, #RhodesMustFall : pour une université débarrassée des logiques coloniales

La combativité étudiante qui s'est déployée, au mois d'octobre dernier, n'est pas le fruit du hasard. Elle se préparait depuis longtemps par le biais de luttes spécifiques dans certains établissements et elle est devenue nationale quand la question des frais d'inscriptions est arrivée sur le devant de la scène. Mais déjà au début de l'année 2015, les étudiants avaient su se mobiliser et gagner une bataille cruciale pour obtenir une université débarrassée des logiques coloniales. En mars 2015, les étudiants de l'université du Cap ont en effet mené une campagne pour que la statue de Cecil Rhodes cesse de surveiller leurs allées et venues dans l'enceinte du campus universitaire. Pourquoi tant de bruit et fureur

autour d'une statue ? Cecil Rhodes vivant, ou Cecil Rhodes coulé dans le bronze, incarne le symbole du colonisateur prédateur, le pillage du continent africain et plus particulièrement des richesses minières de l'Afrique du Sud. La présence ou la démolition d'une statue n'est donc pas qu'une question artistique.

Tout a commencé par une initiative spectaculaire et odorante. Des étudiants, las de ne pas être entendus à propos de cette statue qu'ils jugeaient offensante, ont déversé des seaux d'excréments sur la statue de Cecil Rhodes le 9 mars dernier. Le 13 mars, ils ont recouvert la statue de sacs-poubelle. Les étudiants ont critiqué la version des autorités universitaires qui justifiaient la présence de la statue par le fait que l'université a été construite sur un terrain généreusement donné par Cecil Rhodes. « Comment un colonisateur peut-il faire don d'un terrain qui ne lui jamais appartenu ? » demandaient avec pertinence les manifestants.

Même après la fin des périodes de colonisation et d'apartheid, ce symbole de la conquête coloniale connaît encore aujourd'hui bien des honneurs en Afrique du Sud. Le nombre de rues portant son nom est impressionnant, tout comme celui des statues le représentant à cheval, assis ou debout. Cecil Rhodes veille toujours sur ce qu'il considérait comme ses terres.

Mais les temps ont changé et en Afrique du Sud, comme ailleurs, le temps est venu de faire disparaître les symboles des temps révolus. L'ANC (African National Congress) a eu une approche modérée comparé aux destructions de statues représentant les tyrans vaincus ailleurs dans le monde. Des aéroports, des avenues portent aujourd'hui les noms d'Oliver Reginald Tambo, Nelson Mandela, ou King Shaka, mais ces changements se sont faits sans action violente ni volonté d'humilier les vaincus.

Mais la statue de Cecil Rhodes à l'entrée de l'Université du Cap symbolisait la toute puissance du colonisateur blanc, prêt à tout pour asseoir son autorité sur les peuples et les territoires conquis. Il avait fait sienne la pensée de John Stuart Mill qui assurait dans son essai sur la Liberté que « le despotisme est un mode légitime de traiter les Barbares » et c'est pourquoi les débats ont fait rage sur le maintien ou la disparition de sa statue.

Suite à l'initiative spectaculaire des étudiants, les articles se sont multipliés dans la presse, ainsi que les prises de positions des partis politiques. Cecil Rhodes est une référence des heures noires de l'histoire de l'Afrique du Sud, alors pourquoi garder sa statue ? Alors que le pays essaie d'éradiquer l'héritage de l'apartheid ? Fallait-il faire un référendum pour décider du sort de la statue ? La mettre dans un musée ou l'envoyer à la fonderie ? Fallait-il soutenir la volonté des étudiants qui en barbouillant la statue d'excréments ont montré qu'ils voulaient de vrais changements, non seulement dans les programmes universitaires mais aussi dans leur vie quotidienne ?

Dans la pétition qu'ils avaient lancé, les étudiants ont voulu être clairs sur la portée de leurs revendications : « Cette statue a un grand pouvoir symbolique ; elle glorifie un criminel de masse qui a exploité le peuple noir et voler leur terre aux indigènes. Sa présence efface l'histoire noire et c'est un acte de violence contre les étudiants noirs, les travailleurs et le personnel - par noir nous faisons référence à tous les gens de couleur-. Cette statue est donc le point de départ naturel de ce mouvement. L'enlever n'est pas une fin en soi, mais le début d'un

long processus de décolonisation de cette université que nous attendons depuis longtemps ».

« Nous réclamons que les personnes qui nous éduquent ressemblent davantage à la composition socio-culturelle de l'Afrique du Sud (80 % noire, 8 % blanche et 8 % métisse). Sur les 1 500 enseignants de l'Université du Cap, seulement 100 sont noirs », avait expliqué à la presse Ramabina Mahapa, un des leaders de la protestation. Mais les étudiants allaient plus loin, réclamant notamment la mise en place de cours de littérature africaine.

Après avoir occupé les bureaux de l'administration la veille, le 20 mars, 500 étudiants du Cap ont entamé une marche de protestation « Rhodes Must Fall », demandant à la direction de l'université une prise de décision rapide quant au déboulonnement de la statue. Le mouvement s'était élargi entre-temps et une statue de la Reine Victoria avait également été vandalisée à Port Elizabeth. La confirmation d'une première victoire des étudiants est arrivée finalement le 15 avril, lorsque le vice-chancelier de l'université du Cap a annoncé que la statue serait déplacée et que l'ensemble du personnel et des étudiants déciderait où la placer.

Après les autorités universitaires, les étudiants ont réussi à convaincre le gouvernement de leurs raisons. Le Ministre des Arts et de la Culture dans un communiqué très mesuré n'avait pas désavoué les étudiants, tout en prônant la modération : « En tant que gouvernement, nous encourageons les citoyens à participer aux efforts pour trouver une résolution à l'amiable de cette question par le dialogue et la négociation ».

La revendication d'une transformation plus profonde des universités est ainsi posée dès le mois de mars. Elle prend en compte non seulement la portée symbolique de la statue de Cecil Rhodes, mais aussi des nouvelles exigences en termes de changement de la langue et du contenu des enseignements, ainsi que l'évolution d'un corps enseignant qui n'a pas beaucoup changé depuis l'époque de l'apartheid. Fortes de cette première victoire qu'ils ont pu obtenir, les étudiants sud-africains présenteront leurs revendications avec un nouveau souffle lors des mobilisations au mois d'octobre.

## II. Octobre 2015, #FeesMustFall : pour une université accessible à tous

Précarité des études et échec scolaire sont à la base d'un mécontentement qui dure depuis des années dans la population estudiantine sud-africaine. Surtout parce qu'ils ne parviennent pas à trouver un toit au-dessus de leur tête (quantité de logements étudiants très insuffisante, loyers très chers), près de la moitié des jeunes scolarisés dans le supérieur renoncent à leurs études durant le premier cycle.

La promesse d'une éducation gratuite reste une promesse à tous les niveaux. Les parents doivent payer des frais de scolarité dès l'école primaire. Ces frais sont adaptés à la situation locale : les écoles rurales et celles des bidonvilles

demandent peu, mais elles offrent peu. Les parents ayant les moyens de payer plus envoient leurs enfants dans des écoles privées, riches et prospères qui offrent pelouses parfaites, installations sportives pour les futurs champions, laboratoires et bibliothèques bien équipées et professeurs bien formés. Le creuset où se fabrique dès la plus tendre enfance une société caractérisée par des inégalités remarquables.

Les universités, du fait de leur autonomie financière, fixent elles-mêmes les tarifs des frais de scolarité. Devant la réalité de frais toujours plus chers, les étudiants qui arrivent à entrer à l'université doivent faire beaucoup de sacrifices et leurs conditions d'études sont de plus en plus difficiles. L'entrée à l'université, au lieu d'être la porte ouverte sur le savoir et l'accès à des professions choisies, est souvent un nouveau chemin de croix.

En octobre 2015, la situation financière n'est plus tenable. Dans un contexte où les dotations de l'Etat sont insuffisantes pour assurer le bon fonctionnement, les directions universitaires font le choix de faire payer aux étudiants les coûts de l'inflation et de l'austérité budgétaire. C'est l'argument avancé en début du mois par le chancelier de l'université de Witwatersrand à Johannesburg pour justifier l'augmentation de 10,5% des frais d'inscriptions, prévue pour la rentrée de janvier 2016. Alors que l'année universitaire coûte entre 29.620 rands (1.930 euros) et 58.140 rands (3800 euros), sans compter le logement et les fournitures, cette augmentation rendrait les universités inaccessibles pour une majorité de sud-africains. À l'heure où le revenu mensuel moyen d'un salarié ne dépasse pas les 14.700 rands (979 euros) et plus d'un quart de la population est sans emploi.

Or, lorsque d'autres directions universitaires ont manifesté leur volonté d'augmenter les frais d'inscriptions, cela a été la décision de trop, pour les étudiants. La mobilisation a commencé à l'université de Witwatersrand, puis elle s'est étendue à d'autres universités et les étudiants ont progressivement remis au goût du jour les questions fondamentales posées pour une transformation véritable de leur pays. Les manifestations ont remplacé les cours aussi à l'université UCT du Cap, à la Rhodes University à Grahamstown, à la Fort Hare University et à l'université de Pretoria. Le 20 octobre, 18 universités étaient touchées par la grève étudiante et un collectif national de mobilisation (National Shutdown Collective) a été mis en place pour coordonner les actions du mouvement. Les plus importantes organisations étudiantes et de jeunesse, telles que l'African National Congress - Youth League (ANC-YL), le South African Students Congress (SASCO) et la Young Communist League (YCL) ont rejoint les appels à la mobilisation.

Le principe d'augmentation des frais d'inscriptions a été dénoncé en tant que mesure de sélection sociale, puisqu'il ne s'accompagne pas d'une revalorisation du montant de bourses et aides sociales pour les étudiants. Alors que de plus en plus d'établissements dans le monde adoptent le modèle anglo-saxon d'une hausse drastique des frais pour, selon eux, « pouvoir offrir une meilleure qualité d'enseignement », ce ne sera qu'une minorité d'étudiants qui à terme pourra bénéficier des enseignements. Les étudiants sud-africains ont dénoncé notamment l'effet qu'aurait cette mesure austéritaire en termes d'exclusion des étudiants noirs des classes populaires.

Dans la foulée du développement rapide du mouvement, les revendications d'ordre pédagogique se sont donc accompagnées de revendications d'égalité

ethnique. Pour les étudiants mobilisés, il est temps d'en finir non seulement avec la dégradation des conditions d'études mais aussi avec la discrimination sociale et culturelle qui persiste à l'encontre de la population noire et métisse. C'est dans le cadre de la mobilisation contre la hausse des frais d'inscriptions que les étudiants de l'université de Stellenbosch, près du Cap, en ont profité pour demander que davantage de cours soient délivrés en anglais et non en afrikaans (la langue de la minorité blanche qui avait instauré l'apartheid et qui reste très utilisée dans l'enseignement supérieur).

Les manifestants affirment explicitement que derrière la mobilisation pour les frais d'inscription il y a une « question de décolonisation ». Les universités en Afrique du Sud ont un déséquilibre ethnique majeur : dans un pays où les caucasiens ne représentent que 8% de la population, les universitaires blancs représentent 53% du personnel enseignant à temps plein, dont la majorité est de sexe masculin. Les noirs sont majoritaires dans le personnel technique des établissements (administration et nettoyage). Les externalisations et privatisations qui ont récemment touché les services universitaires ne font que casser les conditions de travail des personnels techniques (baisse des salaires, des fonds de pension, etc.), et cela touche tout particulièrement la population noire.

Les étudiants ont multiplié au mois d'octobre leurs actions pour une université ouverte à tous, aux étudiants issus des classes aisées et des classes populaires, aux étudiants blancs, métisses et noirs. Une éducation de qualité sans devoir payer plus. « Nous nous battons simplement pour l'éducation, rien de plus. Nous nous battons pour ouvrir les portes, pour que chaque enfant noir (...) puisse jouer un rôle dans le développement de l'économie de ce pays », a affirmé le 19 octobre Nompandolo Mkhathshwa, leader du mouvement étudiant à Witwatersrand.

Les étudiants se sont mobilisés en redécouvrant également l'esprit de la Freedom Charter dont on vient de célébrer les 60 ans. Cette « Charte de la liberté » fut adoptée le 26 juin 1955 lors d'un « congrès du peuple » réunissant les organisations politiques anti-apartheid, dont l'ANC et le SACP (South African Communist Party). Reconnue par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1956 comme document politique officiel incarnant les exigences et aspirations de toutes les couches de la population sud-africaine, elle affirme notamment que « l'éducation doit être obligatoire, gratuite, universelle pour tous les enfants ; l'enseignement supérieur et la formation doivent être ouvertes à tous par des dotations de l'Etat ».

Cette profession de foi, reprise dans tous les discours officiels, tarde pourtant à se mettre en place. La Conférence de l'ANC à Polokwane en 2007 avait fait de la gratuité de l'école une de ses priorités. Sept ans après, en marge du Conseil national de l'ANC, l'actuel ministre des Sciences et Technologies avait admis être préoccupé par la situation et reconnaissait : « nous ne respectons pas encore fidèlement la résolution de Polokwane sur l'exclusion financière ». Le Conseil national de l'ANC avait donc décidé d'activer la mise en place de la gratuité, mais aucune mesure concrète n'a pas été prise jusqu'à maintenant.

La contradiction entre les promesses gouvernementales et la réalité de la hausse des frais d'inscription a été à l'origine de la révolte étudiante. Dès les premiers jours de mobilisation, sous le slogan de Fees Must Fall (« les frais doivent tomber ») des victoires ont été possibles. Le blocage des accès aux campus de la part des étudiants dès le lundi 12 octobre a contraint les directions à annuler les cours et à entamer un dialogue avec les manifestants. Les étudiants de l'université de

Witwatersrand ont obtenu le 16 octobre, après deux semaines de mobilisation, la suspension de l'augmentation des frais jusqu'à la prochaine négociation au sein du Conseil universitaire. L'université a été fermée dans l'attente de trouver un compromis avec les étudiants.

Le 21 octobre deux manifestations nationales (National Shutdown) ont eu lieu, devant le Parlement sud-africain au Cap et devant le siège du gouvernement à Pretoria. Les porte-parole du National Shutdown Collective ont affirmé haut et fort que « les étudiants refusent de garder le silence face à l'agenda capitaliste de destruction du système éducatif ». Ces manifestations pacifiques, comprenant des milliers d'étudiants, ont été accueillies violemment par les forces de l'ordre. Balles en caoutchouc, gaz lacrymogènes et grenades assourdissantes ont été lancées contre les manifestants ; 30 étudiants ont été arrêtés alors qu'ils défilaient pour une université accessible à tous. Pour autant, cette mobilisation d'ampleur nationale a porté ses fruits : lors d'une intervention télévisée, le président Jacob Zuma a annoncé le 23 octobre que la hausse des frais initialement prévue n'aura pas lieu et que les plaintes contre les étudiants interpellés seront annulées. « Les discussions se poursuivront sur des problèmes plus larges que les frais de scolarité. De nombreux problèmes ont été soulevés et devront être suivis, comme l'éducation gratuite, l'indépendance des universités et le racisme », a affirmé Zuma.

Pourtant, le lundi 26 octobre, au début de la semaine où plusieurs universités organisent les examens du premier semestre, les étudiants étaient encore en mobilisation et les universités encore fermées. Bien que les revendications premières des étudiants sud-africains aient été satisfaites, le mouvement étudiant est loin de faiblir et rencontre un large soutien au-delà du milieu universitaire. Loin de se limiter aux revendications sur les frais d'inscription, le mouvement étudiant a franchi un bond qualitatif. Après avoir réussi à défendre leurs frais d'inscriptions, les étudiants sont passés à l'offensive : ils exigent une université gratuite, de qualité et financée de manière ambitieuse. Une université gratuite ouverte à tous, notamment pour les jeunes des classes populaires. Aussi, les étudiants exigent la fin du recours aux prestataires de services pour le nettoyage ou la sécurité des campus (qui participe, selon eux, au gaspillage des fonds des universités et à la précarisation de la population ouvrière noire). Les références à la mobilisation des étudiants chiliens de 2011-2015 ne manquent pas dans le contexte sud-africain, la victoire des chiliens servant d'exemple aux étudiants qui dans le monde luttent pour une université gratuite et accessible à tous.

Le 26 octobre, la Jeunesse Communiste du Sud-Afrique (Young Communist League of South Africa - YCL) affirmait que « le mouvement Fees Must Fall réfute le mythe que notre génération soit apathique et désintéressée de l'actualité politique. Les actions entreprises par les étudiants et les travailleurs dans les derniers jours ont ébranlé les murs de pouvoir et mis en évidence l'une des questions les plus pressantes en Afrique du Sud : un enseignement universitaire gratuit, public et de qualité ». La YCL a également souligné l'importance de faire converger cette lutte avec celles de l'université Stellenbosch pour les enseignements en langue anglaise et de l'université du Cap contre la statue de Cecile Rhodes : « il est de notre avis que toutes ces campagnes sont liées, et traitent de la transformation et de la démocratisation des universités, afin qu'elles deviennent véritablement des institutions publiques pour tous ceux qui vivent dans ce pays, et pas seulement pour ceux qui peuvent se le permettre. [...] La vitesse à

laquelle les universités ont utilisé leur autonomie d'augmenter les frais à un niveau ridicule nous ont amenés là où nous sommes. L'augmentation des frais dans les universités historiquement blanches a été utilisée pour exclure les étudiants noirs, plutôt que pour améliorer la qualité de l'enseignement dans ces établissements. Les étudiants de la classe ouvrière noire ont été poussés vers les universités sous-financées comme celles de Walter Sisulu ou Venda, tandis que ceux qui sont allés à la Wits de Johannesburg sont restés endettés après la fin de leurs études ou n'ont pas pu compléter leur parcours à cause du manque de financements. Il est temps que ce gouvernement régleme les frais dans les universités et qu'il canalise davantage des ressources aux universités historiquement noires pour résoudre les questions d'équité. »

## Conclusions

Le mouvement étudiant sud-africain a réussi à mettre le gouvernement au pied du mur en trois semaines de mobilisation : s'il veut que plus de jeunes entrent à l'université, que des jeunes mieux formés entrent dans un monde du travail affecté par une grave sous-qualification de la main d'œuvre, le gouvernement doit en assumer les coûts. A quelques mois de la rentrée universitaire de janvier, il y a urgence à trouver des solutions qui assurent la qualité de l'enseignement et la stabilité financière des universités. Les étudiants l'ont dit haut et fort : ce ne seront pas eux qui payeront la crise financière des universités.

Le mouvement étudiant sud-africain a obtenu ses premières victoires, tant en termes quantitatifs que qualitatifs. Le développement rapide des mobilisations, d'une seule université à la majorité des établissements du pays, ainsi que la capacité à organiser tant des initiatives locales que des actions d'envergure nationale ont montré au gouvernement la puissance de la colère étudiante lorsqu'elle est organisée et avance une plate-forme revendicative claire. Aussi, l'élargissement des premières exigences à d'autres, de caractère pédagogique et sociétal, a montré le degré de maturité du mouvement étudiant. Arrivé à sa quatrième semaine de mobilisation, le mouvement est passé d'un stade purement défensif à un stade offensif. Les étudiants sud-africains ne se contentent plus de défendre les droits acquis. Ils veulent aller plus loin. Ils veulent une université gratuite et débarrassée des logiques coloniales. Ils ne luttent plus seulement pour défendre leurs universités mais pour un projet de société émancipatrice. La victoire est possible, le chemin a été montré en ce sens par la mobilisation spectaculaire des étudiants chiliens. Aussi, les étudiants ont avec eux la Freedom Charter et les promesses que depuis longtemps l'ANC avance sur la question de la gratuité. Des promesses qu'il est temps de concrétiser. Enfin, les étudiants sud-africains ont avec eux les étudiants qui partout dans le monde se mobilisent pour une université publique, gratuite et émancipatrice. L'appel de soutien international qu'ils ont lancé ne restera sans écoute. L'Union des Étudiants Communistes est solidaire de la mobilisation des étudiants sud-africains. Nous porterons leur exemple dans les luttes qui nous attendent.

# les formations étudiantes



[www.etudiants-communistes.org](http://www.etudiants-communistes.org)

union des étudiants communistes